



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité départementale  
du Havre**  
Équipe territoriale

Le Havre, le 28/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCI NORMANDIE LOGISTIQUE 2**  
16 avenue Hoche

75008 PARIS

Références : UDLH\_20220728\_VI\_SCI Normandie Logistique 2\_suivi MED du15022022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2022 dans l'établissement SCI NORMANDIE LOGISTIQUE 2 implanté Parc Logistique du Pont de Normandie 76700 ROGERVILLE . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en demeure datée du 15 février 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCI NORMANDIE LOGISTIQUE 2
- Parc Logistique Pont Normandie 76700 ROGERVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005802439
- Régime : Enregistrement

L'établissement est un entrepôt logistique composé de deux cellules de stockage. L'une est exploitée par l'entreprise GEODIS (BUFFARD) et l'autre par l'entreprise DISTRIMEX. Ces entreprises sont locataires.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Inventaire des produits
- Disponibilité des moyens en eau

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Mise en demeure, respect de prescriptions	Levée de mise en demeure
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Mise en demeure, respect de prescriptions	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les procédures de réception et de classification des matières dangereuses répondent aux exigences réglementaires mais nécessiteraient d'être plus précises concernant le classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées pour les matières dangereuses procédure.

Malgré une distance supérieure aux exigences réglementaires, le SDIS a validé l'implantation des poteaux incendies disponibles à proximité du site. Le débit de ces poteaux est conforme aux exigences réglementaires.



Le service d'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de lever la mise en demeure du 15/02/2022.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant l'implantation des poteaux incendie est joint à ce rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui, mise en demeure du 15/02/2022
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité (FDS) pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté lors de cette visite un logiciel de gestion (WMS - Warehouse Management System) permettant un suivi quasi instantané des stocks au sein de la cellule Buffard de l'entrepôt. Ce logiciel est accessible depuis l'extérieur du site.
<p>Lors de la visite, l'inspection a choisi par sondage deux produits présents dans la cellule de stockage afin de vérifier le bon référencement dans le système d'inventaire.</p> <p>L'inspection a relevé plusieurs erreurs sur le référencement de ce produit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– L'exploitant ne disposait pas de la FDS d'un produit et la FDS du deuxième produit était disponible partiellement (1 page sur deux).</li><li>– L'un des produits était référencé dans la famille "machine outils" alors qu'il aurait dû être identifié comme "produits chimiques".</li></ul> <p>Cet échantillonnage ne peut être représentatif de l'ensemble du système d'inventaire. L'exploitant dispose d'un outil de gestion permettant de réaliser un inventaire pertinent des produits présents dans l'entrepôt. Néanmoins, des améliorations peuvent être apportées.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 5 août 2022, les procédures de "réception de marchandises dangereuses" et de "classification des marchandises dangereuses". L'inspection constate que ces procédures répondent aux exigences réglementaires mais ne sont pas suffisamment détaillées concernant le classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées pour les matières dangereuses ( « le personnel BUFFARD doit effectuer les recherches nécessaires pour saisir les informations souhaitées dans le WMS »).</p>
<b>Observation :</b> L'exploitant doit compléter ses procédures permettant la classification des matières dangereuses au regard de la réglementation ICPE en intégrant notamment un tableau de correspondance entre les phrases de risques présentes dans les FDS des produits dangereux et les rubriques ICPE. Le logiciel de gestion des stocks doit pouvoir disposer d'une décorrélation entre la famille du produit stocké et son classement ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui, mise en demeure du 15/02/2022
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : – d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) : « Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.
<b>Constats :</b> Suite à la dernière visite réalisé sur site, l'exploitant a remis un rapport faisant état des calculs des besoins en eau du site dans le cas d'un incendie (D9). Selon les conclusions de ce rapport, un débit de 420 m³/h est nécessaire afin d'assurer la protection incendie du bâtiment.  À proximité du site, trois poteaux incendie (deux sur le site et un sur le site voisin) sont susceptibles d'être utilisés comme moyens de lutte contre l'incendie.  <u>Distance :</u> – Deux poteaux sont situés sur le site. Un poteau est situé à moins de 100 m des accès extérieurs aux cellules. Ces deux poteaux sont distants de plus de 150 m entre eux. – Un poteau incendie est situé sur le site voisin. Malgré la présence de portillon d'accès au niveau du grillage séparatif, ce poteau est situé à plus de 100 de l'accès extérieur aux cellules et à plus de 150 m des poteaux incendies présents sur le site.  Par courriel transmis le 19/09/2022, le Service d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime (SDIS 76) « valide les distances d'implantation des poteaux d'incendie, même si ces dernières ne respectent pas les règles d'implantation fixées par l'arrêté ministériel du 11/04/17 modifié ».  L'implantation des poteaux incendie devra donc faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire afin de déroger aux prescriptions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.  <u>Mesure de débit :</u> – L'exploitant a fait parvenir une mesure de débit en simultanée de ces trois poteaux incendie. La mesure indique 540 m³/h (180 m³/h par poteau).
<b>Type de suites proposées :</b> Levée de mise en demeure